

Alteo : réactions en chaîne après les déclarations de la ministre

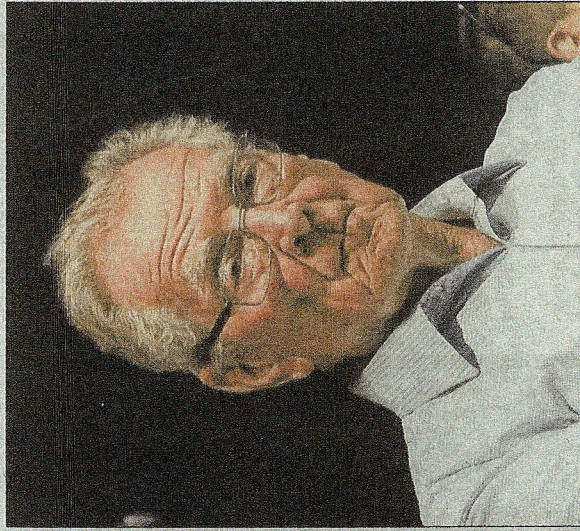
Ségolène Royal a annoncé lundi sur France Inter ne pas vouloir autoriser le renouvellement des rejets en mer de l'usine gardannaise. Les élus locaux montent au créneau

Claude Jorda, conseiller départemental des Bouches-du-Rhône, président du groupe Communistes et partenaire, a écrit hier un courrier à la ministre de l'Écologie, à la suite de ses déclarations sur France Inter. Ségolène Royal avait évoqué sur les ondes, lundi, l'usine d'alumine de Gardanne sans la nommer, déclarant : "Actuellement, je lutte pour arrêter les rejets de boues rouges en Méditerranée par une entreprise qui a eu vingt ans d'autorisation de polluer (...) Aujourd'hui on me demande de reconduire cette autorisation et je dis non" (voir aussi La Provence d'hier). Même si la ministre n'avait apparemment pas en tête toutes les subtilités du dossier, puisque l'autorisation concerne le rejet en mer des déchets liquides et non pas des boues (qui seront stockées à Bouc Bel Air dès 2016), il s'agit tout de même d'une épine dans la chaussure du groupe Alteo. Et ce, même si la commission d'enquête publique vient de valider cette autorisation, dernière étape avant la décision finale du préfet.

Dans son courrier, Claude Jorda dit partager avec la ministre "l'idée que nous devons préserver notre bien commun qu'est la planète en veillant à la bonne



Les élus communistes Claude Jorda et Roger Mei.



/ PHOTOS SERGE MERCIER

du. L'enquête publique a donné au début du mois un avis favorable, tout comme la ville de Marseille et le Parc National des Calanques (...). Il y a 20 ans j'avais demandé et obtenu une prolongation auprès de madame Lepage, aujourd'hui Alteo a rempli son contrat sur les résidus solides des boues rouges à 99%".

"Laissons-lui encore un peu de temps"

Une fois de plus, c'est l'argument de l'emploi qui est martelé : "Laissons-lui encore un peu de temps, sous le contrôle d'une commission d'élus et de citoyens sous l'autorité du Préfet, comme je l'ai demandé au cours de l'enquête publique. Alteo représente 700 emplois directs et indirects quand autour de nous des sites de pointe ferment (Nexcis, LFoundry, avec 700 emplois perdus...) et que Pôle-Emploi Gardanne compte 1900 inscrits. Une chose est sûre, nous nous battons pour l'emploi et pour l'environnement (qui, nous le répons avec force, ne sont pas incompatibles). Nous savons faire, à Gardanne." Argument de poids dans le contexte actuel, assurément... Le préfet accordera-t-il une oreille plus attentive au ministère de l'Écologie qu'à celui de l'Économie? Rien n'est moins sûr.

courrier en regrettant "de n'avoir toujours pas de réponses à mes différents courriers" sur un rendez-vous au ministère.

Roger Mei, maire PCF de Gardanne, a tenu aussi à réagir hier aux propos de Ségolène Royal : "Je ne comprends pas. La ministre avait demandé il y a quelques mois un complément d'information sur la poursuite de l'activité de l'usine Alteo au-delà du 31 décembre 2015. Elle est allée à Casis, je l'ai invitée à se rendre ici, de l'autre côté du tuyau, elle n'a jamais répon-

tion et dans le même temps tra-vailler à préserver une filière économique : celle de l'alumine. Au-delà du fait que nous sommes tous des utilisateurs de ce minerai au travers d'objets de la vie quotidienne, à Gardanne, ce sont plus de 700 emplois qui sont concernés (...)

Alors, j'entends qu'à la veille de la COP 21, vous portiez une attention plus forte à l'environnement mais je considère que cela ne doit pas se faire au détriment de l'emploi." Claude Jorda conclut son

application des règles environnementales et l'idée que tout doit être fait pour combattre les pollutions industrielles et donc les impliquer financièrement".

"Cela ne doit pas se faire au détriment de l'emploi"

Il embraye : "Comme je vous le disais dans mon dernier courrier co-signé avec Madame Rosy Inaudi : il nous paraît important de veiller à la fois à la protection du littoral, à l'avancement des recherches d'Alteo en matière de dépollu-